

Parti Communiste Français

Section Halles-Bourse,

Paris 1^{er} e t 2^{ème} arrondissements

62, rue Montmartre 75002 Paris

Tél : 01-42-36-64-14

Mail : paris1et2@rougesvifs.org



Scandaleuse agression contre notre local du 62 rue Montmartre

Hier mercredi 28 janvier, vers 14h, deux de nos camarades, dont Simonne Goenvic, secrétaire de section récemment réélue, ont constaté que la serrure du local des communistes des Ier et IIe arrondissements, 62 rue Montmartre, avait été forcée et changée, puis que la porte donnant accès au bureau contenant le matériel informatique avait été fracturée. D'après les témoignages des voisins, cette dégradation aurait été l'œuvre de deux hommes, vers 8h le matin.

Le soir même, Simonne Goenvic a trouvé sur son répondeur personnel un message de Patrice Bessac, secrétaire de la fédération de Paris du PCF et responsable national de ce parti. Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce message semble être une revendication de la déprédation. Patrice Bessac paraît s'y réclamer d'un mystérieux secrétaire de section, mystérieusement désigné, dont nous ne savons qu'une chose : il n'a jamais à notre connaissance figuré parmi les adhérents de la section Halles-Bourse Ier-IIe.

Ce local a été acheté voici plus de trente ans par les adhérents de la section du IIe arrondissement. La totalité des frais pour son entretien ou liés à la copropriété ont été pris en charge par cette section, puis, après sa fusion avec celle du Ier, par la section Ier-IIe. Les choix politiques faits depuis l'ont été collectivement, dans une continuité indéniable, et jusque là reconnue par la fédération de Paris du PCF, de congrès en congrès. Que l'ensemble des locaux du PCF à Paris aient été regroupés dans le cadre d'une société anonyme (dont la construction juridique semble d'ailleurs incertaine) ne saurait justifier qu'on en conteste la propriété à ceux qui utilisent ce local depuis plus de trente ans et assument tous les frais qui y sont liés après avoir financé son achat.

Il faut également préciser que, même si la prétention de Patrice Bessac d'agir en tant que propriétaire des lieux était fondée, ce qu'elle n'est certes pas, cela ne l'autoriserait en rien à mettre dehors par effraction et changement des serrures, sans aucune procédure ni même un simple préavis, leurs occupants légitimes et reconnus depuis plus de trente ans. Ce sont là des méthodes que tout communiste condamne justement quand il s'agit de bailleurs privés. Ce sont là des méthodes de voyou, qui doivent être traitées comme telles.

Un précédent nous conduit d'ailleurs à douter que ce soit de politique et de positions politiques qu'il s'agisse. Au printemps 2006, une opération assez semblable a été menée contre la section du XIV^e arrondissement : un secrétaire de section semblant tombé du ciel a été proclamé contre la majorité constatée des communistes de l'arrondissement. Nos camarades ont accepté de partager leurs locaux avec cette section parachutiste. Deux ans plus tard, ce « secrétaire de section » se faisait élire Conseiller de Paris... dans le XVIII^e arrondissement et la fédération annonçait la mise en vente des locaux, à son profit exclusif. Rien ne nous permet d'exclure que ce soient là ses projets pour le 62 rue Montmartre. Il ne s'agirait pas alors seulement de mettre en cause les choix politiques légitimes, exprimés conformément aux statuts successifs du PCF, des occupants légitimes du local, mais surtout de mener une juteuse opération immobilière en s'appropriant pour le vendre un local financé par des communistes pour mener une activité communiste.

Nous devons enfin constater que, quelle que soit l'ampleur de nos désaccords politiques avec la fédération de Paris du PCF, nous sommes surpris, navrés, atterrés, de voir quelles étaient les préoccupations et activités de son secrétaire à la veille de la grande mobilisation du 29 janvier.

Bien évidemment, nous déposerons plainte, et donnerons à la police tous les éléments en notre possession susceptibles de lui permettre d'identifier les vandales et leurs éventuels commanditaires.

Nous comptons sur la solidarité de tous les communistes, de tous les progressistes attachés à une certaine éthique de l'activité politique impliquant le respect de l'engagement militant.

Le 29 janvier 2009.